

# L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

## Votez en masse pour les listes ouvrières

L'ÉVÉNEMENT le plus important de la préparation des élections municipales aura été la scission des forces S.F.I.O. de Marseille. Pas seulement parce qu'elle ruine la candidature présidentielle de Defferre-l'Atlantique, mais aussi parce qu'elle présage de l'avenir du Parti socialiste. Moins spectaculaires, des ruptures du type marseillais ont eu lieu en divers coins de France (Boulogne, Issy-les-Moulineaux, Amiens, etc.). Ailleurs, sans que les oppositions internes crèvent la surface, elles travaillent le corps du vieux parti réformiste. Cette crise révèle au grand jour l'ampleur des contradictions qu'il a accumulées dans la dernière étape de sa dégénérescence. Sa droite s'est cristallisée en un courant conscient de lui-même qui n'a plus rien à voir avec le mouvement ouvrier et tend, en fusionnant avec les « clubs » à devenir l'aile marchante d'un centre bourgeois technocratique, qui se veut dynamique, mais ne peut guère dissimuler qu'il véhicule les tares séniles et la corruption qui facilitèrent tant l'estocade du vieux parlementarisme bourgeois.

En revanche, le courant qu'a exprimé à Marseille Daniel Matalon, c'est celui du réformisme social-démocrate traditionnel, auquel une certaine sensibilité aux réactions de la base et le souvenir peu élaboré de ses expériences historiques tient lieu d'instinct de classe. L'attitude de Guy Mollet, même si elle n'est que diplomatique, donne la mesure du profond recul de la gauche réformiste devant la montée de la droite technocratique. De ce point de vue, si l'on ne peut prendre au pied de la lettre l'exclamation de Daniel Matalon, lors du meeting marseillais du 20 février : « Peut-être de Marseille partira le grand courant qui régénérera le Parti socialiste. Peut-être de Marseille partira le grand rassemblement des travailleurs français... », au moins peut-on penser en effet qu'une dernière scission de la S.F.I.O. est en puissance dans la rupture de Marseille. Mais sans doute n'aura-t-elle lieu que si elle se trouve favorisée par l'évolution du Parti communiste.

Celle-ci est moins simple que beaucoup semblent le croire en partant du schéma d'un P.C.F. appliquant la ligne dictée de Moscou qui expliquerait à la fois la démolition de Defferre et les approbations nuancées de la politique étrangère gaulliste. Si des partisans du suivisme traditionnel semblent bien toujours dominer l'appareil actuel, il est plus probable qu'ils sont aux prises (et vraisemblablement jusqu'au sommet) avec des courants centrifuges, plus particulièrement avec un courant « italien » néo-réformiste. Ce n'est pas dans une affaire comme celle de Marseille que ces deux tendances de direction peuvent se trouver opposées — leurs intérêts sont là identiques — mais sur la suite à donner aux rapports nés à cette occasion avec la « gauche » S.F.I.O.

Aussi éloigné de toute préoccupation électorale que peut l'être l'appel à la démocratie dans le parti lancé par les universitaires du P.C.F., en soutien à la direction de l'U.E.C., il n'est pas arbitraire de rapprocher les deux événements. Il est peu probable que cet appel aurait vu le jour si les universitaires ne se savaient pas de solides appuis dans le parti et ne connaissaient pas l'incapacité de l'actuelle direction, sans grande autorité, à s'auto-décapter en excluant toute son intelligentsia qui lui assure sa plus solide ouverture vers la petite bourgeoisie dont l'alliance lui est — à juste titre — si chère.

Le succès — relatif, mais succès tout de même — prévisible pour le P.C.F. dans les élections municipales servira beaucoup plus les tendances « italiennes » que celles du vieil appareil, du fait même que ce succès apparaîtra comme celui d'un heureux retour à une politique de front unique, tournant le dos au sectarisme du dernier cours « stalinien ». Et ce jugement n'atteindra pas qu'une simple apparence, car il est certain que la politique électorale du P.C.F., aussi concertée qu'elle puisse apparaître — surtout par comparaison avec celle de la S.F.I.O. — a néanmoins suscité des divergences quant aux concessions, souvent énormes, faites aux socialistes.

Ainsi, en dépit de ce que les bureaucrates ont voulu limiter la portée des accords de front électoral à une pure défense des positions acquises, face à l'U.N.R., les tensions et les crises qui ont surgi montrent déjà que ces vieux appareils sont lézardés et que le mouvement qu'ils ont suscité tend à les dépasser du fait de la puissante dynamique interne de la tactique de front unique.

Mais il est vrai qu'un front sans stratégie, qu'une armée sans objectifs ne sauraient progresser. La pré-campagne électorale a pris son essor au moment où la grève des 27 et 28 janvier, qui devait frapper deux fois plus fort que celle du 11 décembre, se soldait par un retrait par rapport à celle-ci. Les atteintes graves aux libertés municipales perpétrées par le pouvoir touchent peu les travailleurs qui voient s'élever le spectre du chômage en même temps que leur revenu s'amenuise et que les salaires sont bloqués plus efficacement qu'au cours des longues années d'expansion. L'occasion des élections municipales devait être saisie d'unir tous ces champs de préoccupation, les revendications économiques et les politiques. Mais cela, on ne peut l'attendre des bureaucraties. Quant à leurs opposants « réformistes », ancienne et nouvelle manière, leur volonté de dépasser à la fois la paralysie bureaucratique et les alliances qui ne profitent qu'à la bourgeoisie est sans doute sincère ; il n'empêche que leurs dénonciations des vieilles directions restent très formelles (que ce soit celle des « matalonistes » de la S.F.I.O. ou celle des universitaires du P.C.F.) et qu'elles ne s'attaquent pas — du moins jusqu'ici

CERCLE KARL MARX  
APRÈS LES MUNICIPALES

### CRISE DANS LA SFIO DANS LE PCF

Exposé de Pierre FRANK suivi d'un débat.

Le vendredi 26 mars à 20 h. 30

Palais de la Mutualité, salle G,  
rue Saint-Victor

Métro : Maubert-Mutualité

— aux programmes erronés et aux stratégies déjà maintes fois éprouvées par la faillite.

Il n'empêche que ces mouvements de « révolte » ne doivent pas être méprisés. Le front unique a sa logique, de même que les remises en cause de l'autorité des directions consacrées. La conjonction d'un front commun — imposé par l'ennemi, mais qu'importe — et d'une remise en question des lignes de vérités révélées ouvre le champ où des militants et cadres de base des partis ouvriers et des syndicats doivent s'engager en proposant hardiment leurs solutions et leurs méthodes. Par rapport à ces perspectives de redressement et d'offensive du mouvement ouvrier organisé, les élections municipales sont peu de chose. Mais, cependant, des résultats médiocres pour les listes de la gauche ouvrière unie apparaîtraient comme un signe négatif pour la masse militante dont dépend le renouveau.

C'est pourquoi ce sera un geste politiquement juste, utile et nécessaire, que de voter en masse « front unique ouvrier ». Quant au sens profond de ce vote, il faudra l'expliquer dans l'action au lendemain des élections.

M. DERVAL.

## L'impossible coexistence pacifique

IL Y A VINGT ANS, à Yalta, Roosevelt, Churchill et Staline, se sentant assurés de la victoire, se partageaient le monde. Ce fut un accord sans lendemain, et la situation internationale n'a cessé de se compliquer avec le temps. En 1946-47 commençait la « guerre froide », et les deux blocs furent tout d'abord nettement

délimités. De plus, chaque partie pensait que « qui n'est pas avec moi est contre moi ». Foster Dulles exprima le plus consécutivement un tel point de vue où tout était en noir et blanc, sans nuance aucune. Puis une certaine évolution commença à s'opérer : sous la pression des faits, de part et d'autre, tout en maintenant la plus forte emprise sur son propre camp, on considéra que « qui n'est pas avec moi n'est pas nécessairement contre moi ». Les « neutres » connurent d'assez beaux jours : on leur accorda des crédits, on leur fit des promesses.

Mais l'édifice international au fur et à mesure des années se lézardait et par endroits se disloquait. Le camp des Etats ouvriers est divisé profondément par le conflit sino-soviétique. La Roumanie fait de plus en plus cavalier seul, ainsi que la Yougoslavie. Et Cuba s'efforce également de suivre une voie aussi indépendante que possible. A l'Ouest, de Gaulle suscite de très fortes tensions, la Turquie qui était le serviteur le plus dévoué de l'OTAN retire ses marins de la flotte de l'OTAN. Quant aux « neutres », l'unanimité qui

existait entre eux du temps de Bandoeng, n'existe plus.

En fait, aujourd'hui, il n'est pas un seul système international qui soit bien assis. Couronnant le tout, l'O.N.U. a offert un spectacle extraordinaire : on pouvait continuer à y palabrer pourvu qu'aucune question ne soit soumise au vote de l'Assemblée générale ! L'Albanie, pays dont le prestige est inexistant, a rencontré pour la première fois un écho de sympathie à sa proposition de passer outre aux volontés des deux « grands ». A noter aussi, à cette occasion, le vote de la Roumanie et de Cuba contre la proposition d'ajournement de l'Assemblée générale.

La situation internationale est le produit de l'évolution des rapports de force dans le monde. Les Etats-Unis, suprême gendarme du monde capitaliste, ont pu accumuler un potentiel qui, face à celui de l'Union soviétique, crée cet équilibre dans la menace et la terreur que ces deux puissances peuvent exercer l'une sur l'autre. Mais nul part dans le monde les masses en mouvement ne peuvent être endiguées pour longtemps. Dans les pays

colonisés elles se lancent dans la bataille contre l'impérialisme et, de plus en plus fortement, contre les classes possédantes indigènes. Dans les Etats-Ouvriers, la pression des masses s'exerce sous des formes multiples sur les bureaucraties dirigeantes. L'ébranlement de l'autorité des directions des très grandes puissances permet à des gouvernements, dans le camp capitaliste comme dans le camp des Etats ouvriers, d'acquiescer une marge de manœuvre.

Il serait stupide de ne pas chercher à tirer profit des divergences inter-impérialistes, mais il serait des plus dangereux de miser avant tout sur celles-ci et de n'accorder qu'une importance relative aux luttes des masses. L'exemple du Vietnam est à ce point de vue édifiant.

Khrouchtchev, on s'en souvient, avait dans sa recherche d'un accord avec les Etats-Unis, pratiqué un abandon de facto de la révolution vietnamienne : alors que, depuis les accords de 1954, l'URSS et la Grande-Bretagne étaient restés co-présidents de la conférence de Genève, Khrouchtchev (Suite page 5) Pierre FRANK.